

Le schéma national des données sur le milieu marin (SNDMM)

Note de présentation à destination du bureau du CNML du 13 mars 2019

Plan

1. Introduction.....	1
2. Le SIMM, un système d'information « fédérateur ».....	1
3. Le milieu marin : des données dispersées, en accès limité.....	2
4. Les objectifs du SIMM.....	3
5. Grands principes du SIMM.....	3
6. Périmètre géographique et fonctionnel du SIMM.....	4
a. Périmètre géographique : métropole et outremer.....	4
b. Politiques publiques concernées.....	4
c. Des SI métier à structurer.....	5
7. Le référentiel technique du SIMM.....	5
8. Gouvernance du SIMM.....	6
9. Le portail milieumarinfrance.fr : une plateforme de diffusion et d'information en ligne.....	7
10. Consultation sur le projet d'arrêté.....	7
a. Avis du conseil scientifique de l'AFB.....	7
b. Consultation des services.....	8
c. Consultation des instances et du public.....	8

1. Introduction

Le schéma national des données sur le milieu marin (SNDMM) est le document qui définit le périmètre, le contenu et les grands principes d'organisation du système d'information sur le milieu marin (SIMM). En application de l'article R131-34 du code de l'environnement, il est approuvé par arrêté ministériel.

La présente note accompagne le projet de SNDMM (corps de l'arrêté + annexe), synthétise son contenu et apporte quelques compléments sur le contexte de son adoption. La version présentée du SNDMM a fait l'objet de plusieurs phases de concertation dans le cadre du comité de coordination technique du SIMM, sur la période 2017-2018.

La phase de consultation formelle sur le projet d'arrêté est engagée depuis novembre 2018 (voir section 10).

2. Le SIMM, un système d'information « fédérateur »

Rappels :

Un système d'information fédérateur est un système d'information (SI) regroupant, autour d'une thématique, les données venant de plusieurs SI métiers, afin de répondre aux besoins de connaissance sur un domaine particulier.

Par définition, un SI métier répond directement à une politique publique spécifique, p. ex. la gestion des aires marines protégées, la directive cadre stratégie pour le milieu marin ou l'occupation temporaire du domaine public maritime. Cette politique publique fait l'objet d'un pilotage stratégique

par un service d'administration centrale identifié. Chaque SI métier dispose d'un pilotage technique et organisationnel – plus ou moins structuré – qui lui est propre. Il produit ou collecte des données, qu'il organise dans une à plusieurs applications, observatoires ou banques de données. Une même donnée collectée dans un SI métier peut alimenter d'autres SI métier, et la collecte ou la bancarisation au sein de plusieurs SI métiers peut être coordonnée, dans un but d'efficience et d'économie.

Le système d'information sur le milieu marin (SIMM) est l'un des 3 systèmes d'information fédérateurs dont la création est prévue à l'article R131-34 du code l'environnement (article issu du décret « Agence française pour la biodiversité » du 26 décembre 2016). Les deux autres SI fédérateurs sont le SI Eau et le SI Biodiversité (qui englobe le SINP, système d'information sur la nature et le paysage). Les liens entre les 3 SI fédérateurs et les SI métiers sont illustrés sur la figure 1.

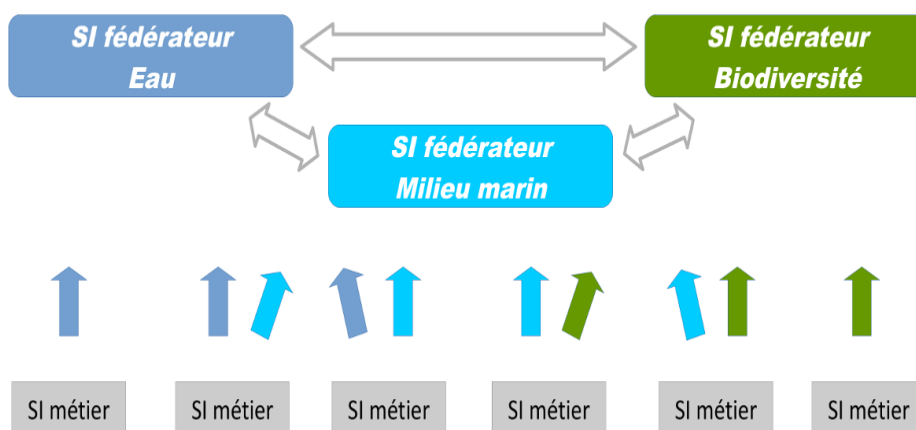


Figure 1 – Liens entre les systèmes d'information fédérateurs (dont le SIMM) et les systèmes d'information métiers.

Chaque SI fédérateur est décrit par un schéma national des données (SND), qui fixe notamment le périmètre de son système de données, les SI métiers qui y participent, la composition de son référentiel technique et les modalités d'approbation de celui-ci. Ainsi, le SI Eau est décrit par le schéma national des données sur l'eau (SNDE), dont la première version date de 2010 et dont la seconde version a été approuvée par arrêté ministériel du 19 octobre 2018.

L'animation et la coordination technique des SI fédérateurs sont confiées à l'Agence française pour la biodiversité (AFB).

3. Le milieu marin : des données dispersées, en accès limité

La mise en place du SIMM s'effectue dans un contexte particulier, différent de celui du SI Eau ou du futur SI Biodiversité.

Les données sur le milieu marin restent aujourd'hui encore très dispersées, et gérées par une grande diversité d'acteurs (État, établissement publics, collectivités territoriales, associations, etc.).

En comparaison avec l'état actuel d'organisation des données sur l'eau, de nombreuses bases et banques de données¹ sont encore à créer (par exemple, sur la mégafaune marine : mammifères marins, oiseaux, etc.) et des SI métier restent à organiser. Pour l'utilisateur, l'accès aux données sur le

¹ Banque de données : ensemble de données relatif à un domaine défini de connaissances et organisé pour être offert aux consultations d'utilisateurs (source : Wiktionnaire).

milieu marin (recherche, consultation, réutilisation) est aujourd'hui complexe et chronophage, bien qu'il existe des portails d'information thématiques, parmi lesquels :

- Géolittoral, le portail de la mer et du littoral, géré par le Cerema et la DGALN² ;
- L'ONML³, géré par le service statistique du ministère de l'écologie ;
- Cartomer, un portail consacré aux données mer et littoral (notamment les aires marines protégées), géré par l'AFB ;
- Sextant, un catalogue de données sur la mer, géré par Ifremer ;
- le portail du SHOM⁴ (<http://data.shom.fr>).

Par ailleurs, les données sur le milieu marin présentent une forte dimension internationale ; elles sont notamment transmises par la France aux instances européennes (portail WISE Marine relatif aux directives européennes sur le milieu marin) et internationales (p. ex. le portail ODIMS relatif à la convention de mer régionale Oslo - Paris, OSPAR).

Face à ce constat, le SIMM se met en place pour répondre à un besoin de centralisation, de standardisation et de diffusion des données sur le milieu marin.

4. Les objectifs du SIMM

Le SIMM a pour vocations principales de :

1. Créer un point d'accès centralisé à des données multi-thématiques sur le milieu marin,
2. Faciliter les échanges de données entre les acteurs (services de l'État, établissements publics, collectivités territoriales, associations, bureaux d'études, etc.),
3. Faciliter la pérennisation et la diffusion de ces données,
4. Faciliter le rapportage et la transmission d'informations aux instances européennes et internationales.

5. Grands principes du SIMM

La mise en place du SIMM est guidée par les grands principes suivants :

- libre accès du grand public aux données publiques sur l'environnement,

Références :

- Directive européenne du 28 janvier 2003 concernant l'accès du public à l'information en matière d'environnement
- Loi constitutionnelle du 1^{er} mars 2005 relative à la Charte de l'environnement (article 7)

- diffusion active et systématique par les autorités publiques des données sur l'environnement,

Références :

- Directive européenne du 28 janvier 2003 concernant l'accès du public à l'information en matière d'environnement
- Loi du 7 octobre 2016 pour une République numérique :
 - Instaure un principe d'ouverture par défaut des données des administrations publiques

2 Direction générale de l'aménagement, du logement et de la nature.

3 Observatoire national de la mer et du littoral.

4 Service hydrographique et océanographique de la Marine.

- gratuité et interopérabilité des données.

Références :

- Directive européenne 2007/2/CE du 14 mars 2007 établissant une infrastructure d'information géographique dans la Communauté européenne (Inspire)
- Loi du 7 octobre 2016 pour une République numérique :
 - Instaure la gratuité des échanges de données entre administrations de l'État (au 1er janv. 2017), p. ex. entre le Ministère de l'environnement et le SHOM

6. Périmètre géographique et fonctionnel du SIMM

a. Périmètre géographique : métropole et outremer

Le périmètre géographique du SIMM englobe le littoral et les espaces maritimes relevant de la souveraineté ou de la juridiction de la République française (ordonnance^o2016-1687 du 8 décembre 2016).

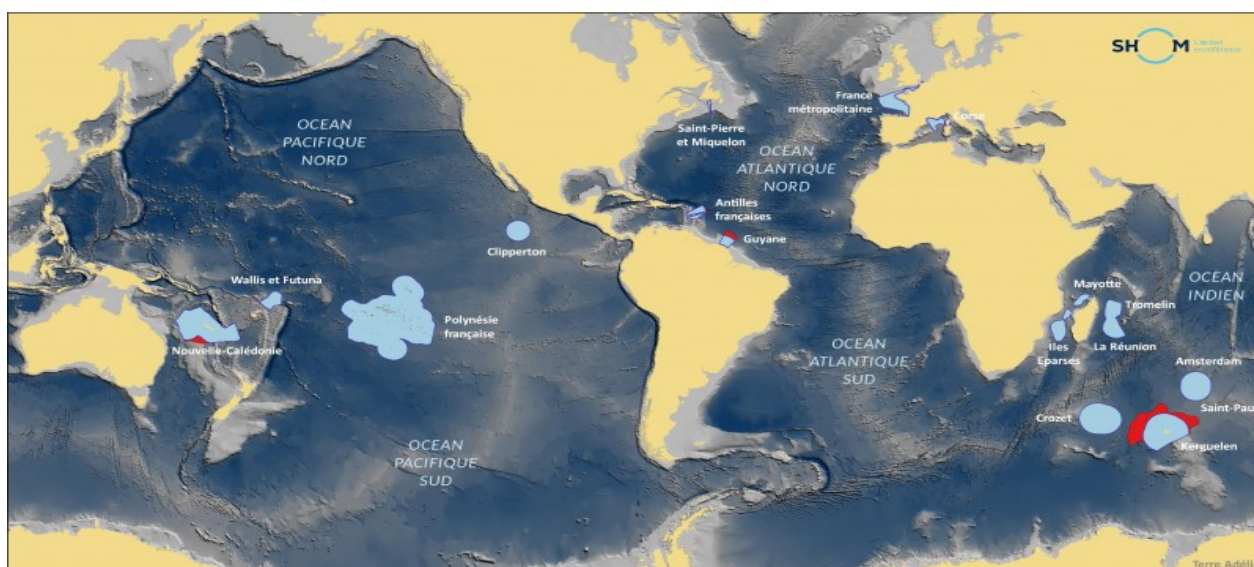


Figure 2 – Les espaces maritimes relevant de la souveraineté ou de la juridiction de la France (métropole et outremer ; source SHOM).

b. Politiques publiques concernées

Les politiques publiques couvertes par le SIMM sont listées ci-après, de manière non limitative (pour plus d'exhaustivité, voir § 2.1 du SNDMM) :

- les conventions des mers régionales (OSPAR, Barcelone, Nairobi, etc.),
- la directive-cadre « stratégie pour le milieu marin » (DCSMM) : évaluation initiale des eaux marines, définition du bon état écologique, objectifs environnementaux, programmes de surveillance, programmes de mesures,
- la gestion intégrée de la mer et du littoral, via les documents stratégiques de façades (DSF) en application de la directive cadre pour la planification de l'espace maritime (DCPEM),

- les redevances des agences et des offices de l'eau et leurs interventions, en lien avec l'extension de leurs missions aux milieux marins⁵,
- les pollutions accidentelles (navigation, exploration et exploitation de la mer, etc.),
- la qualité des eaux de baignade,
- la sécurité sanitaire des produits de la mer,
- les espèces envahissantes,
- les espèces protégées,
- les espaces protégés en mer et sur le littoral (dont les aires marines protégées),
- les sites Natura 2000,
- la protection des mangroves et des récifs coralliens,
- la directive cadre sur l'eau, en particulier en ce qui concerne les eaux littorales (programmes de surveillance, états des lieux, etc.),
- les contrôles environnementaux en mer et sur l'estran,
- les autorisations environnementales,
- l'utilisation du domaine public maritime,
- les études d'impact des projets,
- les mesures compensatoires des projets autorisés.

c. Des SI métier à structurer

Le SNDMM recense, de manière non limitative, les SI métiers qui contribuent au SIMM (§ 2.5 du SNDMM). Ces SI métiers peuvent également contribuer au SI Eau ou au SI Biodiversité (cf. figure 1).

L'organisation de chaque SI métier, et sa contribution au SIMM, sera décrite dans un document, appelé schéma annexe, qui sera annexé au SNDMM (§ 3.7 du SNDMM).

De nouveaux SI métiers pourront se rattacher ultérieurement au SIMM, à l'occasion de la rédaction de leur schéma annexe.

7. Le référentiel technique du SIMM

Le référentiel technique du SIMM est à définir en s'appuyant, autant que possible, sur les référentiels existants, à la fois au niveau national et international.

Le référentiel est le garant de l'interopérabilité des données, non seulement au sein du SIMM, mais avec le SI Eau et le SI Biodiversité, et avec les standards européens et internationaux.

Le référentiel du SIMM est administré et diffusé par une instance spécifique : le SAR (Service d'administration des référentiels marins), équivalent du SANDRE pour le SI Eau. Le SAR s'appuie sur les acteurs du SIMM ; son secrétariat est assuré par Ifremer.

5 Dans le cadre de la loi pour la reconquête de la biodiversité, de la nature et des paysages de 2016.

8. Gouvernance du SIMM

La gouvernance du SIMM repose sur plusieurs types d'instances (§ 3 du SNDMM) :

- un comité de pilotage stratégique : le conseil national de pilotage « croissance bleue et protection du milieu marin », co-présidé par le directeur de l'eau et de la biodiversité et le directeur des affaires maritimes ;
- un comité technique de coordination (CT SIMM), qui assure le pilotage technique global du SIMM et qui encadre les travaux menés dans les deux groupes techniques « urbanisation » et « langage commun »⁶ ;
- des groupes spécialisés mis en place selon les besoins : p. ex. pour assurer le pilotage de projets informatiques (banques de données, portails), le pilotage des SI métiers ou la rédaction des éléments de langage commun ;
- deux instances consultatives : les comités permanents des usagers. Il s'agit (1) du groupe de travail planification du CNML (représente les usagers de la société civile), et (2) du comité de pilotage scientifique et technique relatif à la mise en œuvre de la DCSMM (représente les scientifiques et les institutionnels).

La figure 3 récapitule la gouvernance du SIMM et le lien entre les différentes instances. Dans les faits, le comité technique SIMM et les groupes techniques « urbanisation » et « langage commun » sont déjà constitués et se réunissent sur une base régulière depuis 2017.

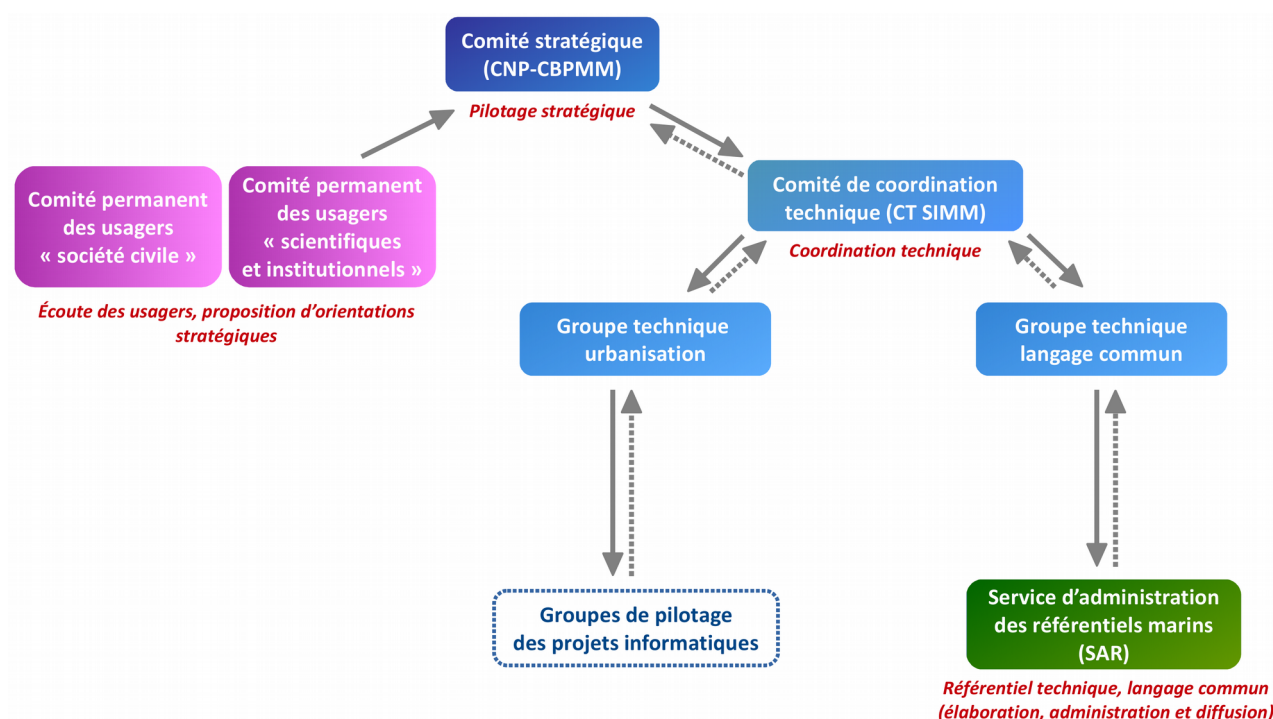


Figure 3 – Gouvernance du SIMM et lien entre les différentes instances.

Abréviation : CNP-CBPM, Comité national de pilotage croissance bleue et protection du milieu marin.

6 D'autres groupes techniques peuvent être créés selon les besoins.

9. Le portail milieumarinfrance.fr : une plateforme de diffusion et d'information en ligne

Le portail milieumarinfrance.fr offrira au public des services de recherche, consultation, transformation et téléchargement des données. La mise en ligne d'une première version (allégée) du portail est prévue d'ici mai 2019 ; cette version proposera un recensement des sites et des portails existants sur le milieu marin et littoral, ainsi que du contenu éditorial sur environ 70 thématiques.

D'autres sites que milieumarinfrance.fr assureront des fonctions complémentaires relatives aux référentiels (notamment diffusion et synchronisation des référentiels) et aux données rapportées (consultation et téléchargement des données rapportées ou ayant servi au rapportage au titre des directives européennes ou des conventions internationales).

10. Consultation sur le projet d'arrêté

La présentation du projet de SNDMM au comité national de pilotage des directives sur le milieu marin (CNP-DMM) le 4 juillet 2018 a permis de recueillir un avis favorable de ses membres en amont du lancement des consultations.

La figure 4 récapitule les phases de consultation déjà réalisées ou restant à mener.

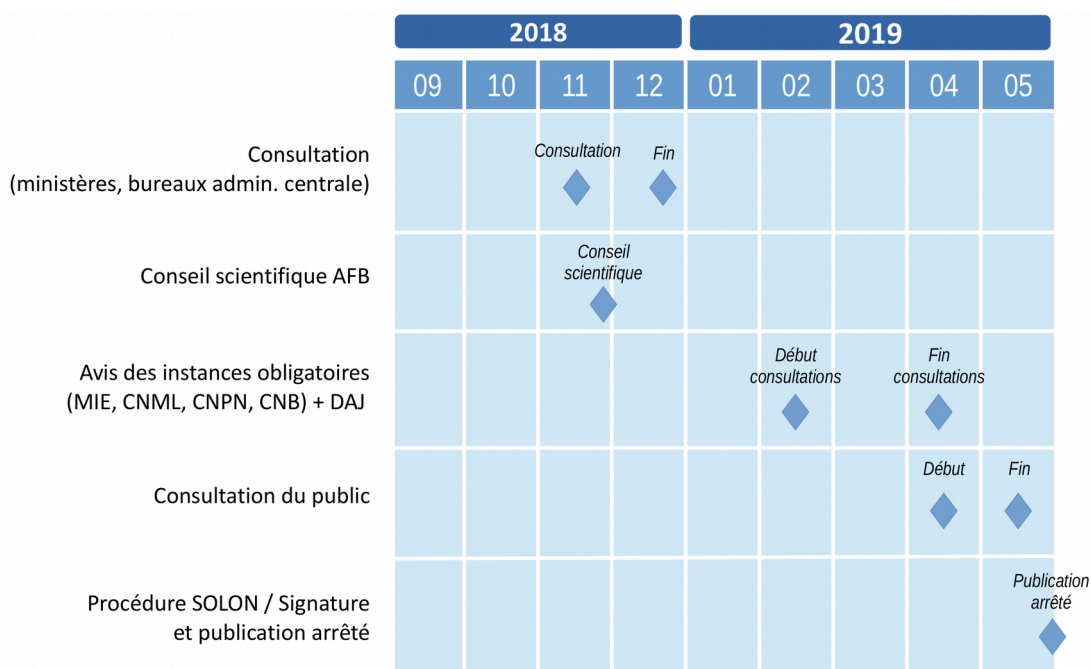


Figure 4 – Calendrier de consultation sur le projet de SNDMM.

a. Avis du conseil scientifique de l'AFB

Le conseil scientifique de l'AFB s'est prononcé sur le projet de SNDMM lors de la séance du 28-29 novembre 2018. Le conseil émet un avis favorable et souligne les points suivants :

1. nécessité de préciser et co-construire les liens entre les systèmes d'information « politiques publiques » et les systèmes d'information « recherche » ;
2. importance de soutenir la mise en place du SIMM en outre-mer ;

3. le SIMM doit permettre des déclinaisons géographiques par grand écosystème ou par façade maritime ;
4. gestion des données : nécessité d'adopter d'un référentiel taxinomique spécifique au milieu marin, d'intégrer la dimension sociale des activités et usages, et de veiller à ce que les secrets industriel, commercial et statistique ne soient pas utilisés de manière abusive.

Le projet de SNDMM a été révisé pour intégrer ces remarques. La principale modification est l'ajout d'une section « 5.8 Coordination territoriale » qui prévoit la possibilité de déclinaisons locales pour le SIMM et la prise en compte des préoccupations territoriales à travers les instances de gouvernance.

b. Consultation des services

Le directeur de l'eau et de la biodiversité a consulté formellement les services et directions ministériels sur le projet de SNDMM par courrier du 16 novembre 2018. Les établissements publics et services déconcentrés, qui ont été associés tout au long de l'élaboration du SNDMM dans le cadre du CT SIMM, n'ont pas été sollicités à nouveau. La date limite de réception des avis était le 20 décembre 2018 ; les derniers retours ont été reçus début février 2019.

La version du SNDMM présentée au CNML le 13 mars 2019 tient compte de l'ensemble de remarques recueillies à l'issue de la consultation des services.

c. Consultation des instances et du public

Il est prévu de recueillir formellement l'avis du CNML, du Conseil national de la protection de la nature (CNP) et de la Mission interministérielle de l'eau (MIE) sur le projet de SNDMM. La direction des affaires juridiques du ministère de la transition écologique et solidaire sera également sollicitée sur la base du projet soumis aux instances.

Une phase de consultation (en ligne) du public est également prévue, en avril ou mai 2019, pour une durée d'un mois.